

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL 2008



SOMMAIRE

<u>SOMMAIRE.....</u>	<u>2</u>
<u>DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE</u>	<u>3</u>
<u>ORGANIGRAMME AU 30 JUIN 2008.....</u>	<u>4</u>
<u>EVOLUTION DE L'ACTION SELCODIS</u>	<u>5</u>
<u>REPARTITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2008.....</u>	<u>5</u>
<u>COMPTES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2008.....</u>	<u>6</u>
<u>ANNEXE AU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....</u>	<u>10</u>
<u>RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL.....</u>	<u>35</u>
<u>ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL.....</u>	<u>39</u>
<u>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION</u>	
<u>SEMESTRIELLE 2008</u>	<u>40</u>

DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE

Composition du Directoire et Conseil de surveillance au 26 Août 2008

Président du Directoire

M. Bernard PEREZ

Composition du Conseil de Surveillance

M. Lucien SELCE - Président

M. François-Louis VUITTON – Vice Président

M. Cyril COURT

M. Bernard ROQUES

Composition du Directoire

M. Bernard PEREZ

M. Manuel GARCIA

Commissaires aux Comptes Titulaires

Cabinet MAZARS & GUERARD

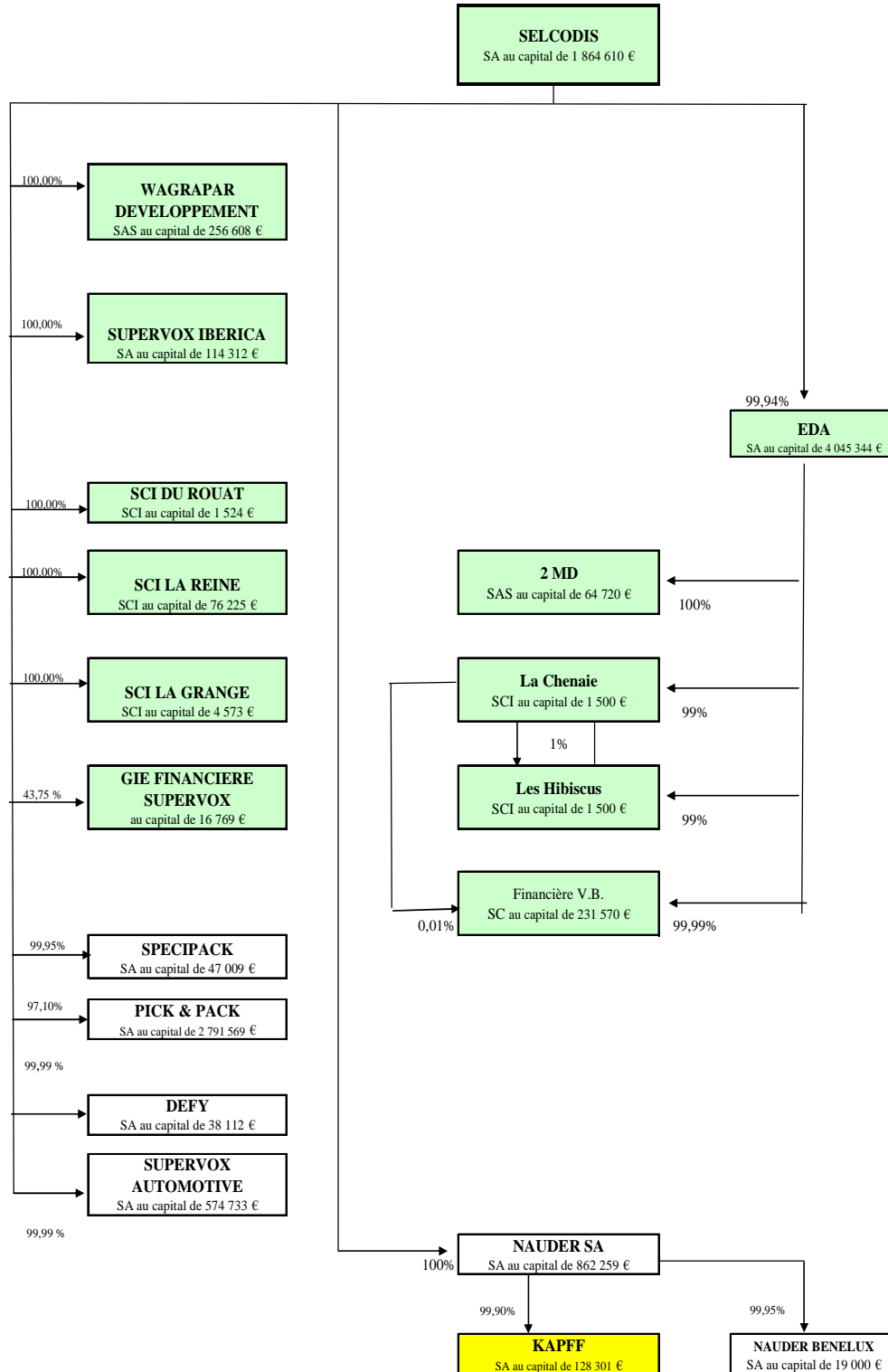
Cabinet VIZZANOVA

Commissaires aux Comptes Suppléants

Raymond PETRONI

COMPAGNIE FRANCO AMERICAINE D'AUDIT

ORGANIGRAMME au 30 Juin 2008



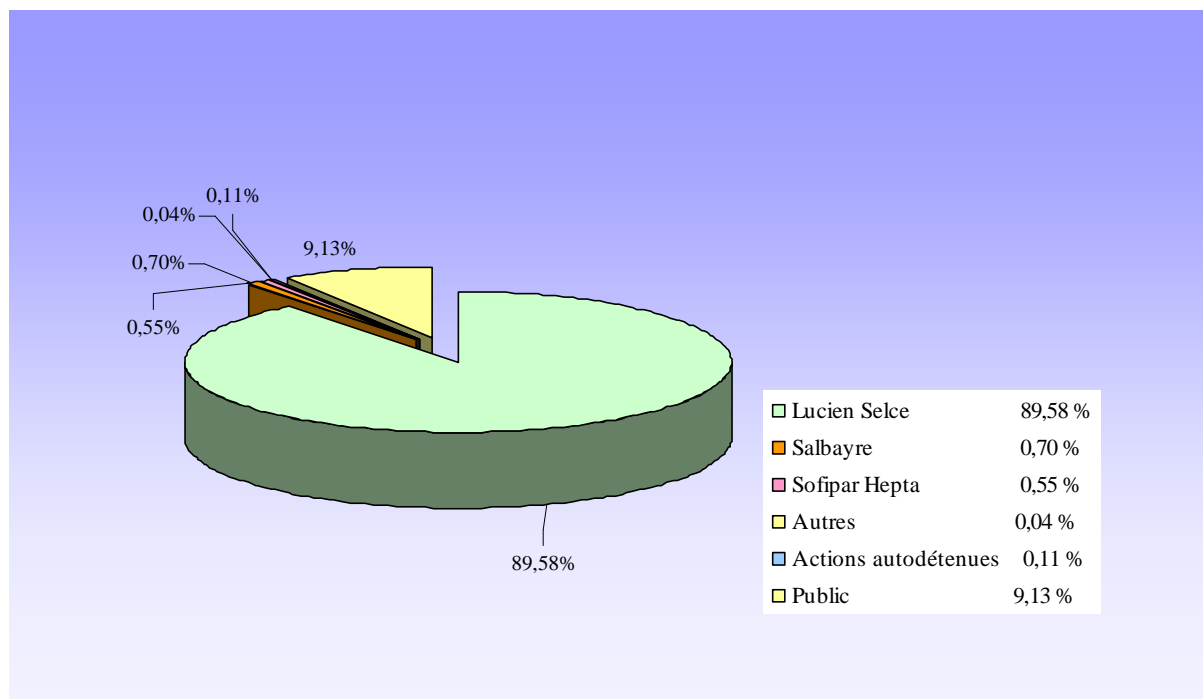
- Sociétés consolidées
- Sociétés non consolidées (en cours de liquidation)
- Sociétés non consolidés (autres)

EVOLUTION DE L'ACTION SELCODIS

Cours journalier de l'action pour la période du 23 juillet 2007 au 22 août 2008.
Le cours de l'action a été suspendu entre le 10 novembre 2003 et le 4 avril 2007.



REPARTITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2008



LES COMPTES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2008**1. ACTIF (EN K€)**

(En milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Actif			
Ecart d'acquisition	25 151	25 151	25 151
Immobilisations incorporelles nettes	342	464	535
Immobilisations corporelles nettes	4 996	4 649	7 260
Actifs financiers non courants	1 029	887	4 303
Impôts différés	4 991	3 844	3 212
Actif non courant	36 508	34 995	40 461
Stocks et en-cours	20 107	15 538	20 887
Avances et acomptes fournisseurs	5 214	447	384
Créances clients	10 549	12 240	12 887
Autres créances	38 407	30 462	35 691
Trésorerie et équivalents de trésorerie	883	505	787
Actifs destinés à être cédés	-	2 224	-
Actif courant	75 160	61 416	70 636
TOTAL ACTIF	111 668	96 411	111 097

2. PASSIF (EN K€)

(En milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Passif			
Capital	1 865	1 865	1 865
Réserves consolidées	-16 299	-8 936	-9 012
Résultat net Groupe	783	-7 374	-4 751
Capitaux propres part du Groupe	-13 651	-14 445	-11 899
Intérêts minoritaires	0	-	-
Résultat minoritaire	0	10	-
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	-13 651	-14 435	-11 899
Provisions pour risques et charges - Part à long terme	2 369	2 393	2 285
Dettes financières à long terme	23 629	22 632	23 679
Passif non courant	25 998	25 025	25 964
Dettes fournisseurs d'exploitation	56 840	46 132	52 606
Provisions pour risques et charges - Part à moins d'un an	2 484	795	527
Autres dettes	37 217	33 633	37 027
Dettes financières à court terme	490	3 192	3 278
Crédits à court terme et banques	2 290	2 069	3 594
Passif courant	99 322	85 821	97 032
TOTAL PASSIF	111 668	96 411	111 097

3. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (EN K€)

(En milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
CHIFFRE D'AFFAIRES	114 085	211 171	105 497
Autres produits de l'activité	213	458	384
TOTAL DES PRODUITS DE L'ACTIVITE	114 299	211 629	105 881
Achats consommés	-85 038	-156 052	-78 072
Achats et charges externes	-13 343	-25 493	-13 100
Impôts et taxes	-1 181	-2 526	-1 446
Charges de personnel	-15 859	-31 876	-16 045
Dotation aux amort et aux prov nette	-2 239	-1 514	-117
Autres produits et charges	3 876	952	-312
RESULTAT OPERATIONNEL	515	-4 880	-3 211
Coût de l'endettement net	-861	-2 724	-1 174
Autres produits et charges financières	-15	-31	-6
RESULTAT AVANT IMPOT	-362	-7 635	-4 391
Impôt sur les résultats	1 145	271	-359
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	783	-7 364	-4 750
Quote-part des sociétés mises en équivalence	-	-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	783	-7 364	-4 751
Part revenant aux intérêts minoritaires	-	10	0
RESULTAT NET REVENANT A L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE	783	-7 374	-4 751
Résultat net par action (en euros)	0,09	-1,12	-0,72
Résultat net dilué par action (en euros)	0,09	-1,12	-0,72

4. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE (EN K€)

(En milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
TRESORERIE AU 1^{ER} JANVIER	-4 756	-3 471	-3 471
FLUX D'EXPLOITATION			
Résultat net de l'ensemble consolidé	783	-7 374	-4 751
Amortissements et provisions nets des reprises	2 241	1 087	151
(Plus) ou moins value sur sortie d'actifs	-4 611	-1 472	-3
Coût de l'endettement financier net	861	2 724	1 174
Charges d'impôt (exigible et différé)	-1 145	-271	359
Capacité d'autofinancement	-1 872	-5 306	-3 070
Variation sur clients et autres créances	-15 590	3 139	-10 813
Variation sur fournisseurs et autres dettes	14 293	-919	8 870
Impôts versés			-
Flux nets de trésorerie opérationnels	- 3 169	-3 086	-5 013
FLUX D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-124	-241	-167
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-1 624	-79	-50
Acquisitions immobilisations financières	-141	-135	-721
Cessions d'immobilisations incorporelles		-	
Cessions d'immobilisations corporelles	7 771	79	58
Cessions immobilisations financières		1 478	
Incidence des variations de périmètre	11	10	-7
Flux nets de trésorerie sur investissements	5 893	1 112	-887
Flux nets de trésorerie après investissements	2 724	-1 974	-5 900
FLUX DE FINANCEMENT			
Augmentation / remboursement net des emprunts	1 072	843	390
Augmentation / rembours. du compte courant de l'associé	-75	2 570	4 070
Intérêts financiers nets versés	-861	-2 724	-1 174
Flux nets de trésorerie sur opérations de financement	135	689	3 286
Variation de la trésorerie	2 859	-1 285	-2 614
TRESORERIE DE FIN DE PERIODE	-1 897	-4 756	-6 085
	30-juin-08	31-déc-07	30-juin-07
Trésorerie et équivalents actifs	883	505	787
Concours bancaires	-2 290	-2 069	-3 594
Dettes financières court terme	-490	-3 192	-3 278
Trésorerie nette	-1 897	-4 756	-6 085

5. CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (EN K€)

Variation des capitaux propres du Groupe

(En milliers d'euros)	Capital (1)	Réserves consolidées	Réserves consolidées - Impact IFRS	Résultat net Groupe	Capitaux propres
Situation au 31 décembre 2007	1 865	-10 349	1 414	-7 374	-14 445
Affectation du résultat 2007		- 7 374		7 374	0
Variation de périmètre		10			10
Résultat 2008				783	783
Situation au 30 juin 2008	1 865	-17 713	1 414	783	-13 651

(1) Dont actions d'autocontrôle au 31/12/07 et au 30/06/08 pour 106 K€

Intérêts minoritaires

En milliers d'euros	31/12/07	30/06/08
Intérêts minoritaires en début d'exercice	-	10
Résultat de l'exercice	10	-
Variation de périmètre	0	-10
Intérêts minoritaires en fin d'exercice	10	-

ANNEXE AU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**NOTES PRELIMINAIRES****Informations relatives à l'entreprise**

SELCODIS SA est la société mère d'un Groupe dont les principales activités, au travers de sa filiale EDA SA, sont :

- La distribution de produits alimentaires qui représente 90 % de l'activité
- La distribution de produits non alimentaires (accessoires automobiles et entretien) qui représente 10 % de l'activité

Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés du Groupe SELCODIS au 30 juin 2008 ont été préparés conformément au référentiel IFRS.

Les principes comptables retenus au 30 juin 2008 sont identiques à ceux détaillés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2007 publiés.

En date du 26 août 2008, le Conseil de Surveillance a arrêté les états financiers consolidés de SELCODIS.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE LA PERIODE***1.1. Perspectives économiques et financières*****Refinancement partiel de l'immobilier :**

EDA a concrétisé en mars 2008 la vente de 3 bâtiments (Bourgoin, Pontivy et Liévin) pour un montant de 8,25 millions d'euros. Cet apport en trésorerie a permis le remboursement des obligations émises en 2007 sur EDA SA. Ces 3 bâtiments sont conservés en location.

Le bâtiment de Dijon a été cédé en juin 2008 pour un montant de 1,1 million d'euros et n'est pas conservé en location.

Plan de Sauvegarde de l'emploi :

En date du 27 mars 2008, la Direction a présenté au Comité Central d'Entreprise d'EDA le livre IV, dans le cadre d'un projet de Plan de Sauvegarde de l'Emploi. Le livre III a été présenté le 17 avril 2008.

Le plan d'actions défini et mis en œuvre au cours du premier semestre 2008, et notamment le plan de restructuration annoncé en avril 2008 en vue d'assurer l'amélioration des performances économiques de la société sans atteindre à ses perspectives de croissance, devrait produire ses effets au cours du deuxième semestre 2008. Le décalage attendu entre la mise en œuvre de ces mesures et leur effet sur le résultat et la génération de trésorerie se traduira par un besoin de financement complémentaire dont la couverture devra être assurée par de nouveaux apports financiers pour un montant estimé de 3 M€.

1.2. Restructuration juridique

Tup de Roosevelt Immobilier dans Selcodis :

En date du 29 mai 2008, le Directoire de la société Selcodis a décidé de la dissolution sans liquidation de sa filiale Roosevelt Immobilier. Cette dissolution a entraîné la transmission universelle de Patrimoine de Roosevelt Immobilier à la société Selcodis, actionnaire unique.

1.3. Dépôt du document de référence 2007

Le document de référence 2007 de la Société a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 juin 2008.

2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Principes généraux de consolidation

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Les principes comptables retenus au 30 juin 2008 sont identiques à ceux détaillés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2007 publiés.

2.1.1. Méthodes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de SELCODIS et de ses filiales.

Les filiales sont consolidées à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré effectivement au Groupe alors que les filiales cédées sont exclues du périmètre de consolidation à compter de la date de perte de contrôle.

Le contrôle est présumé exister lorsque la société mère détient, directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle de manière à tirer avantage de ses activités.

Les sociétés sur lesquelles SELCODIS exerce le contrôle sont consolidées par intégration globale.

La méthode de l'intégration globale mise en œuvre est celle par laquelle les actifs, passifs, produits et charges sont entièrement intégrés. La quote-part de l'actif net et du bénéfice net attribuable aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement en tant qu'intérêts minoritaires au bilan consolidé et au compte de résultat consolidé.

Les exceptions à ce principe concernent les sociétés qui ne présentent qu'un intérêt mineur pour être consolidées, dans la mesure où leurs états financiers ne contribuent pas de façon significative aux comptes consolidés et n'intègrent pas des flux intra-groupe avec les sociétés du Groupe .

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce un contrôle conjointement avec un ou plusieurs autres actionnaires sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable, sont mises en équivalence.

Les incidences des transactions entre les sociétés du Groupe sont éliminées :

- ✓ Elimination des transactions internes au groupe et des comptes réciproques entre les sociétés intégrées,

- ✓ Elimination des dividendes versés entre sociétés consolidées,
- ✓ Elimination des constitutions ou reprises de provisions sur les titres et créances des sociétés consolidées, ainsi que les provisions pour risques et charges destinées à couvrir les situations nettes déficitaires des filiales consolidées.

Les marges réalisées lors des ventes entre sociétés consolidées et incluses dans le montant des valeurs d'exploitation sont éliminées lorsqu'elles sont significatives.

2.1.2 Date d'arrêté des comptes

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes intermédiaires, établis au 30 juin 2008.

2.1.3 Méthode de conversion des éléments en devise

L'euro est la méthode de fonctionnement et la monnaie de présentation des comptes, employée par SELCODIS et ses filiales.

2.1.4 Classification des actifs et passifs courants et non courants

Les actifs liés au cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie disponible et les valeurs mobilières de placement constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes.

2.2 Méthodes d'évaluation

2.2.1 Écarts d'acquisition

L'écart calculé entre le coût d'achat des participations acquises et la quote-part de capitaux propres correspondante est prioritairement affecté aux actifs et passifs identifiés de l'entreprise acquise, de telle sorte que leur contribution au bilan consolidé soit représentative de leur juste valeur.

L'écart résiduel est inscrit au poste "écarts d'acquisition" et affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie susceptible de bénéficier du regroupement d'entreprises.

Ultérieurement, les écarts d'acquisition sont évalués à leur coût diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur (cf. § 2.2.4 Suivi ultérieur de la valeur des actifs immobilisés). En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat en résultat opérationnel.

2.2.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement est comptabilisé en charges sur une base linéaire en fonction de la durée d'utilité de l'actif incorporel. Les valeurs comptables des actifs incorporels sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur de chacun des actifs considérés (cf. § 2.2.4 Suivi ultérieur de la valeur des actifs immobilisés).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Postes	Mode	Durées
Logiciels	Linéaire	1 à 3 ans

2.2.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. Les valeurs comptables des actifs corporels sont revues à chaque clôture afin d'identifier les éventuelles pertes de valeur (cf. § 2.2.4 Suivi ultérieur de la valeur des actifs immobilisés).

Les immobilisations dont le Groupe dispose au travers de contrats de crédit-bail sont comptabilisées comme des acquisitions en pleine propriété. Ces immobilisations (hors terrains) sont amorties sur une base linéaire en fonction de la durée d'utilité de chaque composant. La dette correspondante figure au passif.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Postes	Mode	Durées
Installations	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau & informatique	Linéaire	8 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans

2.2.4 Suivi ultérieur de la valeur des actifs immobilisés

Les indices de perte de valeur

L'évaluation de la valeur d'entrée des actifs immobilisés est effectuée chaque année, ou plus fréquemment si des évènements ou circonstances, internes ou externes indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue : indices de perte de valeur.

S'agissant des actifs immobiliers, l'indice retenu est l'évolution du marché de l'immobilier industriel ou de logistique. Des expertises immobilières sont régulièrement menées afin de confirmer les valeurs nettes comptables inscrites à l'actif.

S'agissant des actifs corporels, l'indice retenu est l'usure exceptionnelle du matériel (pannes, maintenances exceptionnelles...) ou son obsolescence du fait de l'arrivée sur le marché d'un outil dont la technologie accroît de façon significative la rentabilité attendue du matériel.

S'agissant des écarts d'acquisition, à chaque arrêté comptable, la valeur au bilan des écarts d'acquisition est comparée à la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage. Afin de déterminer leur valeur d'usage, les actifs immobilisés auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle ils appartiennent.

Les unités génératrices de trésorerie

L'organisation du groupe SELCODIS repose sur une centralisation, par pôles, des principales fonctions administratives et opérationnelles :

- ↳ Centrale d'achat
- ↳ Directions opérationnelle et fonctionnelle : direction générale, direction administrative et financière, direction des ressources humaines, direction commerciale et marketing, direction logistique...
- ↳ Gestion de la trésorerie

Cette organisation centralisée par pôles a été confirmée en début d'année 2007 avec la réorganisation juridique du pôle OED/EDA et la fusion par transmission universelle de patrimoine de l'essentiel des filiales d'exploitation dans la société EDA.

Par ailleurs, l'implantation du groupe sur le territoire national au travers de ces différents dépôts de distribution et les synergies obtenues grâce à la centralisation des fonctions exposées supra, confèrent un avantage concurrentiel essentiel à la pénétration du marché.

Le Groupe a retenu comme Unités Génératrices de Trésorerie :

- ↳ Les activités de Holding
- ↳ Les activités Opérationnelles :
 - à ce jour, la seule activité exercée par les filiales est une activité de distribution (EDA),
 - si le Groupe intègre dans le futur une autre activité dans un secteur différent, une nouvelle UGT sera créée.

La valeur d'usage des UGT

La valeur d'usage de l'UGT est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) selon les principes suivants :

- ✓ Les flux de trésorerie issus des budgets d'exploitation arrêtés par la direction pour l'exercice à venir avec des prévisions de croissance pour les cinq années suivantes,
- ✓ Le taux d'actualisation correspondant au coût moyen pondéré du capital du Groupe,
- ✓ La valeur terminale calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère l'entité concernée, ainsi qu'avec sa position concurrentielle.

La valeur recouvrable ainsi déterminée de l'UGT est ensuite comparée à la valeur contributive au bilan consolidé des actifs immobilisés (y compris l'écart d'acquisition), une provision pour dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si cette valeur au bilan est supérieure à la valeur recouvrable de l'UGT et est imputée en priorité aux écarts d'acquisition.

2.2.5 Actifs financiers non courants

Les titres de participation non consolidés, les prêts et dépôts et cautionnements constituent les actifs financiers non courants.

Ces actifs ne relèvent pas d'IAS 39 et sont, par application de la norme IAS 27, maintenus au bilan à leur coût d'acquisition, déduction faite des provisions éventuellement nécessaires.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

Cette valeur est estimée en tenant compte de la quote-part d'actif net majoré des plus-values latentes, et de la tendance des résultats ainsi que de l'intérêt économique des sociétés pour le Groupe.

En cas de cession postérieure à la clôture de l'exercice, les conditions de cession sont retenues pour la détermination des éventuelles provisions pour dépréciation des titres de participation.

2.2.6 Stocks de marchandises

Les stocks de marchandises sont évalués au coût moyen pondéré. La valeur brute des marchandises, des matières premières et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires déduction faite des remises, rabais commerciaux et des escomptes de règlement.

Une provision pour dépréciation est constituée, le cas échéant, pour constater la perte de valeur marchande dudit stock.

2.2.7 Clients et comptes rattachés

Affacturation des créances

La société EDA et ses filiales procèdent à l'affacturation de leurs créances clients.

Les factures clients sont cédées à la société d'affacturation dès leur émission.

Les créances ainsi cédées, sont reclassées dans un compte de créance sur factor (autres créances).

Les factures dont l'échéance est dépassée de plus de 60 jours, sont rejetées par la société d'affacturation. Leur financement n'étant plus assuré par le factor, elles sont reclassées dans le poste Clients.

Clients et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

2.2.8 Impôts différés

Les impôts différés sont valorisés selon la méthode du report variable sur la base des taux d'impôt connus à la clôture. Ils sont calculés pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable inscrite dans les comptes consolidés et la base fiscale des actifs et passifs du Groupe SELCODIS.

Les actifs d'impôt différés sur les différences temporelles déductibles et sur le report en avant des pertes fiscales non utilisées sont comptabilisés, dans la mesure où il est probable que des bénéficiaires imposables futurs existeront sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

La valeur probable des actifs d'impôt différé est revue à chaque clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de cet actif d'impôt différé.

Les actifs d'impôt différés non reconnus sont appréciés à chaque clôture et sont reconnus dans la mesure où il devient probable qu'un bénéfice futur permettra de les recouvrer.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de la clôture.

2.2.9 Trésorerie et équivalent de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comptabilisés au bilan comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à court terme ayant une échéance de moins de trois mois et tout placement monétaire soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des concours bancaires et des dettes financières à court terme.

2.2.10 Emprunts

Lors de leur comptabilisation initiale, les emprunts sont mesurés à leur juste valeur sur laquelle sont imputés les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'émission du passif. Les frais et primes d'émission d'emprunts ainsi que les primes de remboursement d'obligations n'entrent pas dans le coût initial mais sont pris en compte dans le calcul du coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont donc constatées en résultat de manière actuarielle sur la durée de vie du passif. A chaque clôture, en dehors des modalités spécifiques liées à la comptabilité de couverture, ces passifs financiers sont ensuite évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Par exception, les passifs pour lesquels l'échéancier de remboursement n'est pas connu avec une précision suffisante sont comptabilisés à leur valeur nominale (compte courant de Mr Lucien SELCE).

2.2.11 Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant peut être estimé de façon fiable.

Engagements de retraite et autres avantages à long terme

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Mesures de restructuration

Le coût estimé des mesures de restructuration est pris en charge dès que celles-ci ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce ou d'un début d'exécution

Autres provisions

Les provisions pour litige font l'objet d'une analyse et d'une évaluation au cas par cas.

2.2.12 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes à des tiers. Les ventes sont enregistrées à leur juste valeur dans le compte de résultat lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur.

2.2.13 Charge de personnel

La participation des salariés est classée dans le poste « charges de personnel ».

2.2.14 Résultat par action

Le résultat net consolidé par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions au cours de l'exercice.

Le résultat net dilué est, en l'absence de dilution et de plan de stock-option, identique au résultat par action.

2.2.15 Information sectorielle

Un secteur géographique est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le groupe opère.

Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services, et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité.

SELCODIS intervient sur le seul territoire national.

Le groupe a retenu comme seul niveau d'information, les secteurs d'activité : activité de holding et activité de distribution.

Si SELCODIS, par croissance externe, intégrait une ou plusieurs autres sociétés dans un secteur d'activité différent de celui d'EDA (distribution), cette intégration serait isolée dans un nouveau secteur.

3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre entre le 31 décembre 2007 et le 30 juin 2008 a été modifié à la suite de la fusion par transmission universelle de patrimoine de la société Roosevelt Immobilier, par la société Selcodis SA. L'ensemble des actifs et passifs de la filiale a été repris par la société Selcodis SA depuis le 1^{er} janvier 2008.

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2008 est présenté dans le tableau suivant :

<i>Sociétés consolidées par intégration globale</i>	% de contrôle	% intérêt	N° SIREN
SELCODIS SA 13 bd du Mont d'Est – 93191 Noisy le Grand	Entreprise consolidante		690 800 354
WAGRAPAR DEVELOPPEMENT SAS (Ex-Champion) 31 av F. Roosevelt – 75008 Paris	100,00 %	100,00 %	343 277 679
FINANCIERE SUPERVOX ZI du Midi 31190 AUTERIVE	43,75 %	43,75 %	381 484 161
SCI LA GRANGE ZI du Midi 31190 AUTERIVE	100,00 %	100,00 %	329 162 937
SCI LA REINE ZI du Midi 31190 AUTERIVE	100,00 %	100,00 %	399 220 151
SCI LE ROUAT ZI du Midi 31190 AUTERIVE	100,00 %	100,00 %	320 722 226
SUPERVOX IBERICA Avda Diagonal, 575 6 a Edifici l'Ila 08029 BARCELONA	100,00 %	100,00 %	58 551 359
EDA SA 31 av F. Roosevelt – 75008 Paris	99,94 %	99,94 %	347 715 914
FINANCIERE V.B Sté Civile 13 bd du Mont d'Est – 93191 NOISY LE GRAND	100,00 %	99,94 %	403 270 135
2 MD SAS Route de Thouars – 79200 VIENNAY	100,00 %	99,94 %	352 306 146
SCI LA CHENAIE 1 rue Louis Joly – 81000 ALBI	100,00 %	99,94 %	406 461 320
SCI LES HIBISCUS 1 rue Louis Joly – 81000 ALBI	100,00 %	99,94 %	311 833 552

4. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Refinancement partiel de l'immobilier :

La SCI La Chenaie, filiale d'EDA, a signé en juillet 2008 une promesse de vente pour son bâtiment, situé à Lunel, pour un montant de 0,7 million d'euros. Ce bâtiment sera conservé en location par EDA Sa.

Perspectives économiques et financières

La restructuration financière de la holding et la simplification juridique de sa branche opérationnelle étant terminées, l'année 2008 est placée sur un objectif de restauration d'un niveau d'exploitation maîtrisé, avec la poursuite de la mise en œuvre d'actions de sécurisation des marchés et de diversifications basées sur :

- la rationalisation du circuit traditionnel
- le développement de la Distribution Automatique
- l'élargissement de l'offre logistique vers la GMS
- la mise en veille active des circuits potentiels, en particulier, celle de la restauration chaînée

Cette consolidation des circuits de distribution s'accompagne d'une amélioration d'une offre produit vers :

- une offre complémentaire hors fournisseurs nationaux
- le développement des marques propres
- des partenariats d'exclusivité avec des fournisseurs ou des centrales d'achats
- une mise en veille active de l'évolution de la distribution des produits frais

Enfin, la réorganisation opérationnelle en cours devrait permettre de constater de nouvelles économies de charges par une concentration managériale et une adaptation des moyens logistiques et des fonctions transverses.

Les actions commerciales engagées et les économies de charge programmées vont permettre de consolider la position d'EDA sur son marché.

5. NOTE SUR LE BILAN CONSOLIDE

5.1 Ecarts d'acquisition

En milliers d'euros	VALEUR BRUTE				DEPRECIATION				VALEUR NETTE	
	31.12.07	+	-	30.06.08	31.12.07	+	-	30.06.08	31.12.07	30.06.08
Pôle OED/EDA	25 151			25 151	-			-	25 151	25 151
TOTAL	25 151	0	0	25 151	0			0	25 151	25 151

La ventilation par société des écarts d'acquisition est la suivante :

Sociétés concernées	Ecart d'acquisition
OED Finances	23.000 K€
OED	1.231 K€
EDA	919 K€
Total	25.151 K€

Ces actifs sont rattachés à l'UGT « activités opérationnelles ».

A chaque arrêté comptable, la valeur comptable de ces actifs est comparée à sa valeur recouvrable. Cette valeur recouvrable est évaluée sur la base de la méthode de capitalisation des cash flow futurs de l'UGT « activités opérationnelles ».

La valeur comptable de l'UGT « activités opérationnelles », a fait l'objet d'une comparaison avec sa valeur d'utilité définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés, issus des dernières prévisions (Plan à Moyen Terme établi pour la période 2008-2012).

Les principaux critères retenus sont les suivants :

- taux d'actualisation de 10,15 %,
- la durée de la période explicite est de 5 ans.

Suivant les recommandations de la norme et conformément aux années précédentes, le taux d'actualisation retenu par la Société dans le cadre de ses Impairment Test est déterminé à partir de la méthode du MEDAF reposant sur l'évaluation d'un coût moyen pondéré du capital.

Les taux de croissance du chiffre d'affaires, de taux de résultat d'exploitation, d'investissements sont spécifiques à chaque société et activité de l'UGT « activités opérationnelles », prenant en compte leur taille et leur capacité de développement.

Les principales hypothèses retenues pour l'évaluation des flux futurs de trésorerie sont les suivants :

- ↪ Maintien de la position dominante du Groupe sur les contrats en cours et du dynamisme commercial et marketing pour la conquête de nouveaux marchés.
- ↪ Croissance moyenne annuelle du chiffre d'affaires de 5,5 %
- ↪ Maîtrise des coûts d'achat
- ↪ Rationalisation des coûts de structure
- ↪ Investissements destinés à optimiser l'outil de production et d'assurer la conformité de cet outil avec la réglementation en vigueur.

L'extrapolation des prévisions de la dernière année du plan à moyen terme (2012), projetés à l'infini, est déterminée en appliquant un taux de croissance de 1,5 % apprécié en fonction des prévisions d'évolution du marché du négoce et de la distribution nationale de produits alimentaires et d'accessoires automobiles. Ce taux est identique à celui retenu pour la réalisation du test de l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2007, les tests de valeur ainsi réalisés ont conduit à constater l'absence de dépréciation des actifs immobilisés. Le plan de restructuration annoncé en avril dernier ayant été mis en place avec un peu de retard, il convient de réactualiser le business plan. Ce travail qui n'a pas pu être réalisé pour l'arrêté des comptes semestriels sera effectué au 31 décembre 2008.

La sensibilité du résultat du test aux variations des hypothèses retenues pour la détermination de la valeur d'utilité des actifs de l'UGT « activités opérationnelles » est la suivante :

(En millions d'euros)	Sensibilité	
	+0,5%	-0,5%
Taux d'actualisation des flux de trésorerie	-3,4	+3,8
Taux de croissance à l'infini	+3,2	-2,9
Taux de croissance moyen de l'activité	n/s	n/s

Les tests de sensibilité sur l'hypothèse clé, en appliquant un taux de plus ou moins 0,5%, ne présentent pas d'impact significatif et ce, compte tenu du niveau raisonnable des taux de croissance pris en considération dans l'hypothèse.

5.2 Immobilisations incorporelles, corporelles et actifs financiers non courants

Le détail des immobilisations brutes (hors écart d'acquisition) est le suivant :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	Acquisitions	Cessions	Vir. Cpte	30/06/2008
Immobilisations incorporelles	9 734	124	7 596		2 262
Immobilisations corporelles	13 905	1 624	2 840		12 689
Actifs financiers non courant	24 142	272	130		24 284
Total immobilisations	47 781	2 020	10 566		39 236
<i>Dont constructions financées par des contrats de crédit-bail ou location financement</i>	-	1 579			1 579
<i>Dont matériels financés par des contrats de crédit-bail</i>	120				120

Les investissements ont concerné exclusivement le pôle distribution.

L'opération de cession-bail relativement au bâtiment de Pontivy a été suivie d'un contrat de location financement du bâtiment. Ce bien a donc fait l'objet d'un retraitement conformément à la norme IAS 17 et a été immobilisé pour sa valeur de cession soit 1.579 K€.

Le détail des amortissements est le suivant :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	Dotations	Reprises	Vir. Cpte	30/06/2008
Immobilisations incorporelles	9 270	154	7 504		1 920
Immobilisations corporelles	9 170	422	1 898		7 694
Actifs financiers non courant	23 256	-			23 256
Total amortissements	41 696	576	9 402		32 870
<i>Dont constructions financées par des contrats de crédit-bail</i>	-	39			39
<i>Dont matériels financés par des contrats de crédit-bail</i>	97	20			116

Les actifs financiers non courants sont essentiellement constitués des éléments suivants :

(En milliers d'euros)	31/12/07	Dotations	Reprises	30/06/08
Participations non consolidées	22 437	9	5	22 441
Dépôt sur baux commerciaux	458	263		721
Autres actifs financiers non courants	1 247		125	1 122
Valeur brute	24 142	272	130	24 284

Les dépréciations relatives aux actifs financiers non courants sont les suivantes :

(En milliers d'euros)	31/12/07	Dotations	Reprises	30/06/08
Participations non consolidées	22 430			22 430
Autres actifs financiers non courants	826			826
Total des dépréciations sur actifs financiers non courant	23 256			23 256

Les participations non consolidées correspondent principalement aux titres des sociétés en liquidation :

• PICK & PACK SA	4 387 K€
• SPECIPACK SA	3 489 K€
• NAUDER SA	13 451 K€
• SUPERVOX AUTOMOTIVE	1 067 K€
• DEFY	36 K€

	22 430 K€

Le tableau suivant détaille par participation, la situation des capitaux propres à la dernière clôture annuelle, la quote-part de participation ainsi que les valeurs comptables inscrites dans les comptes de SELCODIS :

	Capitaux		Quote-part du capital Détenu (%)	Valeur Comptable Des titres détenus		Résultats
	Capital (K€)	Propres autres que le capital		Brut	Net	
PICK & PACK (*) Z.I.du Midi - 31190 AUTERIVE SIREN : 351 871 447	2 791	-2 593	99,02	4 387	0	-368
SPECIPACK SERVICES (*) Z.I.du Midi - 31190 AUTERIVE SIREN : 352 747 844	47	-13 147	99,02	3 489	0	12
NAUDER SA (**) ZI du Midi - 31190 AUTERIVE SIREN : 542 080 627	862	-23 824	99,99	13 451	0	-388
NAUDER BENELUX (***) Rue Lieutenant Cotton 7880 FLOBECQ	19	nc	n/a	n/a	n/a	Nc
KAPFF (****) ZI du Midi - 31190 AUTERIVE SIREN : 571 925 719	128	-3 368	n/a	n/a	n/a	195
SUPERVOX AUTOMOTIVE (***) ZI de la Plaine - 42240 UNIEUX SIREN : 321 191 793	574	0	99,99	1 067	0	
DEFY (*) BP 01 - 31550 CINTEGABELLE SIREN : 547 427 585	38	0	99,99	35	0	0
(*) Sociétés mises en liquidation le 30/03/2004 (chiffres au 31/12/2003)						
(**) Société mise en liquidation le 28/10/2003 (chiffres au 30/06/2003)						
(***) Société mise en liquidation le 26/06/2001 (chiffres au 31/12/2000)						
(****) Sociétés détenues par l'intermédiaire de Nauder SA						

5.3 Impôts différés actifs

La créance d'impôt différé actif s'élève à 4 991 K€ et se décompose de la manière suivante :

- L'impôt différé actif lié aux reports de déficits fiscaux dont dispose le groupe au 30 juin 2008 tenant compte de la récupération probable de ces déficits au regard des prévisions de résultats à 5 ans, soit à hauteur de 3 401 K€.

- un solde d'impôt différé actif net relatif principalement au palier EDA (1 590 K€) avec les composantes suivantes :
 - Impôts différés actif : provision retraite, décalages temporaires
 - Impôts différés passif : réévaluation de l'actif immobilier, contrat de location financement.

5.4 Stocks

Les stocks nets s'établissent à 20.107 K€ et concernent exclusivement les activités de distribution du groupe.

La décomposition du stock est, au 30 juin 2008, la suivante :

En milliers d'euros	Brut	Provision	Net au 30/06/08	Net au 31/12/07
Matières premières	170	-	170	144
Travaux en cours	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	191	-	191	176
Marchandises	19 991	244	19 747	15 218
Situation à la date d'arrêté	20 351	244	20 107	15 538

5.5 Créances clients & comptes rattachés et autres créances

Détail des créances clients et autres créances

En milliers d'euros	Valeur nette au 30/06/08	Valeur nette au 31/12/07
Avance et acomptes	5 214	447
Clients et comptes rattachés	10 549	12 240
Personnel et organismes sociaux	177	224
Etat & collectivité	1 818	1 782
Charges constatées d'avance et cpte de régularisation d'actif	1 882	1 653
Créances sur société d'affacturage	34 263	26 284
Créances sur filiales non consolidées	-	-
Autres	267	2 743
Valeur nette des créances	54 170	45 373

Echéancier des clients et comptes rattachés et autres créances

En milliers d'euros	Total 30/06/08	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Avances et acomptes	5 214	5 214	-
Clients et comptes rattachés	10 549	10 549	-
Personnel et organismes sociaux	177	177	-
Etat et collectivité	1 818	1 818	-
Charges constatées d'avance	1 882	1 882	-
Créances sur société d'affacturage	34 263	34 263	-
Créances sur filiales non consolidées	-	-	-
Autres	267	267	-
Valeur nette des créances	54 170	54 170	-

5.6 Créances factor

Afin de financer l'ensemble des opérations de restructuration du groupe (rachat d'action, paiement du passif,..), le recours au factor a été généralisé pour l'ensemble des sites.

Les créances factor sont comptabilisées par la société dans le poste « autres créances ». Au 30 juin 2008, elles représentaient un montant de 34,0 M€. Elles font donc partie intégrante du calcul du BFR.

5.7 Créances sur filiales non consolidées

Au 30 juin 2008, l'analyse du risque est la suivante :

<i>JUSTES VALEURS BILANCIELLES (En milliers d'euros)</i>	Brut	Provision pour dépréciation	Imputation sur compte courant	Net
Titres de participation détenus par SELCODIS	22 430	- 22 430	-	-
Créances détenues par SELCODIS	21 836	- 14 394	- 7 443	-
Créances nettes détenues par le GIE SUPERVOX	7 203	- 5 001	- 2 202	-
Créances nettes détenues par LA REINE	131	-131	-	-
	51 600	-41 955	- 9 645	-

La juste valeur des créances sur filiales non consolidées a été considérée comme nulle à la clôture des comptes du 30 juin 2008.

La mise à la juste valeur de ces créances repose sur :

- ✓ Une provision pour dépréciation à hauteur de 41.955 K€
- ✓ Une imputation du solde déprécié sur les comptes courants de l'actionnaire majoritaire conformément à son engagement du 20 octobre 2006 de réserver une partie de son compte courant (10.000 K€) à la couverture des risques bilanciers sur filiales non consolidées (Cf. § 5.12).

5.8 Tableau d'évolution des provisions sur actifs courants

En milliers d'euros	Valeur 31/12/07	Augmentation	Diminution	Valeur 30/06/08
Provisions sur stocks	240	73	69	244
Provisions sur clients et comptes rattachés	3 405	930	860	3 475
Provisions sur autres créances (*)	21 358	1	115	21 244
Total	25 003	1 004	1 044	24 963

(*) Les provisions sur autres créances comprennent à hauteur de 19 526 K€, des provisions sur comptes courants des filiales en liquidation du Groupe.

5.9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie nette s'établit à -1 897 K€ et se détaille de la façon suivante :

	30-juin-08	31-déc-07	30-juin-07
Trésorerie et équivalents actifs	883	505	787
Concours bancaires	-2 290	-2 069	-3 594
Dettes financières court terme	-490	-3 192	-3 278
Trésorerie nette	-1 897	-4 756	-6 085

5.10 Réserves consolidées

Ce poste comprend pour l'essentiel :

- ✓ la part du groupe dans les résultats non distribués et annulés par les sociétés consolidées depuis leur entrée dans le périmètre de consolidation jusqu'à l'ouverture de l'exercice,
- ✓ l'incidence sur les résultats des retraitements accumulés.

5.11 Provisions pour risques & charges

5.11.1 Part à long terme

La part à long terme des provisions pour risques et charges se détaille de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	31/12/07	Dotations	Reprises	30/06/08
Engagement de retraite (1)	1 819	7	35	1 791
Médaille du travail	186			186
Divers	388	5		393
Total	2 393	12	35	2 369

(1) Les engagements en matière de retraite sont inscrits au passif du bilan consolidé. Les méthodes de calcul mises en oeuvre au sein des sociétés du Groupe prennent en compte les spécificités de chaque convention collective.

Le groupe valorise les indemnités de fin de carrière selon la méthode dite « des unités de crédit projetées ».

a) Une allocation globale est déterminée à partir de l'ancienneté présumée acquise lors du départ à la retraite.

b) L'engagement est constitué par un pourcentage appliqué sur l'allocation globale tenant compte :

- de l'âge du salarié et de son ancienneté au moment du calcul
- du salaire moyen au 30 juin 2008
- d'un taux d'actualisation : 4% pour l'exercice 2008 identique au taux retenu à la clôture de l'exercice précédent.

Les reprises de provisions correspondent à des charges réellement dépensées durant l'exercice.

5.11.2 Part à moins d'un an

La part à moins d'un an des provisions pour risques et charges se détaille de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	31/12/07	Dotations	Reprises	30/06/08
Litiges fiscaux, sociaux, exploitation (1)	795	89	7	877
Restructuration (2)	-	1 607		1 607
Divers	-			-
Total	795	1 696	7	2 484

(1) Certaines filiales du Groupe SELCODIS ont fait l'objet de contrôles fiscaux qui ont conduit à des provisions dans les comptes en 2003 et en 2004. Au 30 juin 2008, une provision de 226 K€ demeure. Il est à noter une absence de provisions dans les cas où les recours argumentés et justifiés n'ont pas totalement abouti (notamment devant les Commissions Départementales) ; Les conséquences financières pourraient s'élever à 154 K€ suite au contrôle fiscal de Parthenay, à 28 K€ suite au contrôle fiscal de Verdun et de 1 320 K€ suite à une proposition de rectification contestée sur EDA SA.

(2) Le Plan de Sauvegarde de l'Emploi, présenté au Comité d'entreprise sur le 1^{er} semestre 2008, a été provisionné dans les comptes au 30 juin pour un montant de 1.607 K€.

Les reprises de provisions correspondent à des charges réellement dépensées durant l'exercice.

5.12 Emprunts & dettes financières

L'échéancier des emprunts et dettes financières diverses est le suivant :

En milliers d'euros	Total 30/06/08	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts bancaires	-	-	-	-
Découvert bancaire	-	-	-	-
Emprunt Crédit-bail	1 544	163	632	750
Emprunt obligataire	-	-	-	-
Participation des salariés	605	313	292	-
Divers	15	15	-	-
Dette sur acquisition titres	-	-	-	-
Compte-courant LS réservé, risques liquidatifs hors bilan (1) et Cegi (2)	8 176	-	8 176	-
Compte-courant LS disponible (3)	13 779	-	13 779	-
TOTAL	24 119	491	22 879	750

(1) Les risques liquidatifs hors bilan des filiales (Voir § 8) sont estimés à 4 176 K€.

(2) Monsieur Selce a affecté à titre de gage et de nantissement au profit de la CEGI son compte courant à hauteur de 4 000 K€.

(3) Le compte courant disponible de Monsieur Lucien Selce s'établit au 30 juin 2008 à 13.779 K€.

Les principaux mouvements intervenus sur ce compte courant au cours de l'exercice sont les suivants :

✓ Remboursement du compte courant à hauteur de 75 K€

Comme indiqué dans le § 8 (engagement hors bilan), Monsieur Lucien SELCE s'est engagé à maintenir son compte courant à un niveau suffisant pour couvrir les engagements hors bilan.

5.13 Détail des dettes d'exploitation

Le détail du poste autres dettes est le suivant :

En milliers d'euros	31/12/07	30/06/08
Avances et acomptes	111	908
Dettes fournisseurs	46 132	56 840
- <i>dettes sociales</i>	<i>6 001</i>	<i>5 929</i>
- <i>dettes fiscales</i>	<i>5 417</i>	<i>3 857</i>
Dettes fiscales et sociales :	11 418	9 786
Divers (1)	21 957	24 962
Produits constatés d'avance	147	1 562
TOTAL	79 765	94 058

L'ensemble de ces dettes est à échéance moins d'un an.

(1) Les dettes diverses se composent des principaux éléments suivants :

- du compte courant sur filiales non consolidées à hauteur de.....3.277 K€
- du compte courant Ge Facto (Factor EDA) pour 18.617 K€
- des produits constatés d'avance pour..... 1.562 K€

Les produits constatés d'avance se détaillent de la façon suivante :

Nature	Total au 30/06/2008	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Divers	27	27		
PV de cession étalée sur 10 ans	1.535	159	636	740
Total	1.562	186	636	740

L'essentiel des produits constatés d'avance est composé de la plus-value de cession du site de Pontivy cédé par le Groupe sur le 1^{er} trimestre 2008.

Conformément à la norme IAS 17, l'opération de cession bail du site de Pontivy est suivie d'un contrat de location financement du bâtiment. La plus-value de cession a été neutralisée et étalée sur la durée du contrat de location soit 10 ans.

6. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Le chiffre d'affaires ressort à 114 085 K€ et le résultat opérationnel est de 515 K€. (Cf. paragraphe 7.2)

- **Holding**

Sur le premier semestre 2008, la holding n'a généré aucune activité directe. Les charges sont principalement dues à l'occupation des locaux d'Auterive et à des honoraires.

- **Pôle distribution**

En 2008, la société EDA a bénéficié d'une dynamique de croissance sur l'ensemble de ces marchés, et plus particulièrement sur ceux de la « Distribution Automatique » et des « Pétroliers ».

EDA maintient sa position de leader sur le marché « Pétroliers » au travers du renouvellement sur 2007 de 2 contrats importants et de l'obtention de 3 nouveaux contrats sur le 1^{er} semestre 2008.

La hausse du résultat opérationnel au 30 juin 2008 s'explique principalement :

- par une amélioration de la contribution liée :
 - à une augmentation d'activité de 9 M€ sur le 1^{er} semestre par rapport au 1^{er} semestre 2007 (soit +8,1 %), malgré une légère érosion du taux de marge (-0,5 %) qui s'explique par l'évolution du mix marché et produits.
- par une maîtrise de ses charges, malgré une activité en forte hausse :

Les charges sont constituées des charges opérationnelles et des charges non récurrentes.

- pour ce qui est des charges opérationnelles, nous constatons une maîtrise des postes de charges. Les nouveaux loyers des entrepôts et les hausses constatées sur le poste de carburant ont été compensées par des économies sur d'autres postes de frais (Personnel, ..).

- pour ce qui est des évènements non récurrents, la provision concernant le Plan de Sauvergarde de l'Emploi a impacté à la hausse les charges d'exploitation à hauteur de 1 607 K€.

- par des plus-values immobilières :

En effet, le résultat opérationnel est amélioré par les plus-value immobilières réalisées sur le 1^{er} semestre 2008 pour un montant total de 4 704 K€.

6.1 Effectifs inscrits

	31/12/07	30/06/08
Cadres	109	107
Agents de maîtrise	65	67
Employés / Ouvriers	671	685
Total	845	859

6.2 Situation des amortissements réputés différés (ARD) et reports déficitaires fiscaux du groupe

Dans le cadre de la situation consolidée au 30 juin 2008, la situation fiscale se traduit par :

✓ Déficit reportables (en base) : 48 467 K€

Au 30 juin 2008, l'impôt relatif aux déficits reportables a été comptabilisé et a fait l'objet d'une dépréciation afin de tenir compte de la récupération probable de ceux ci au regard de la prévision de résultat à 5 ans, portant le solde d'impôt net à 3 401 K€.

Le groupe fiscal comprend, au 30 juin 2008, les sociétés suivantes :

- ✓ Selcodis
- ✓ Wagrapar Développement (Ex-Champion)
- ✓ EDA
- ✓ 2MD
- ✓ Financière VB
- ✓ SCI Les Hibiscus
- ✓ SCI La Chenaie
- ✓ Nauder
- ✓ Kapff
- ✓ Specipack
- ✓ Pick & Pack

6.3 Preuve d'impôt

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le résultat comptable et la charge d'impôt.

	en K€
Résultat de l'ensemble consolidé	783
Retraitements :	
◦ Amortissement écart d'acquisition	0
◦ Impôt sur les sociétés	0
◦ Impôt différé	- 1 145
Résultat retraité	- 362
Impôt théorique à 33,33%	0
Impôt comptes consolidés	-1 145
Écart	-1 145

◦ Utilisation de déficits antérieurs (groupe fiscal Selcodis)	-
◦ Décalage temporaire	- 1 145
◦ Autres (Décalage permanent)	-
Écart expliqué	- 1 145

7. INFORMATIONS SECTORIELLES AU 30 JUIN 2008

7.1 Actifs et passifs par secteur d'activité

Actif

	Holding		Pôle OED-EDA		Total	
	31/12/2007	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2008
(En milliers d'euros)						
Actif						
Ecarts d'acquisition	25 151	25 151	-	-	25 151	25 151
Immobilisations incorporelles nettes	-	-	464	342	464	342
Immobilisations corporelles nettes	28	24	4 621	4 972	4 649	4 996
Immobilisations financières	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers non courants	63	67	823	961	887	1 029
Impôts différés	3 401	3 398	444	1 593	3 844	4 991
Actif non courant	28 643	28 640	6 352	7 869	34 995	36 508
Stocks et en-cours	50	50	15 488	20 057	15 538	20 107
Avances et acomptes fournisseurs	14	14	433	5 200	447	5 214
Créances clients	332	249	11 908	10 300	12 240	10 549
Autres créances	165	343	30 297	38 064	30 462	38 407
Impôts différés actif	-	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	67	179	438	703	505	883
Actifs destinés à être cédés	-	-	2 224	-	2 224	-
Actif courant	628	835	60 788	74 325	61 416	75 160
TOTAL ACTIF	29 271	29 475	67 140	82 194	96 411	111 668

Passif

	Holding		Pôle OED-EDA		Total	
	31/12/2007	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2008
(En milliers d'euros)						
Passif						
Capital	1 865	1 865	-	-	1 865	1 865
Primes	-	-	-	-	-	-
Réserves consolidées	- 2 013	- 4 253	- 6 923	- 12 046	- 8 936	- 16 299
Résultat net Groupe	- 1 167	111	- 6 207	673	- 7 374	783
Capitaux propres part du Groupe	- 1 315	- 2 277	- 13 130	- 11 373	- 14 445	- 13 651
Intérêts minoritaires	-	0	-	-	-	0
Résultats minoritaires	10	0	-	-	10	0
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	- 1 305	- 2 277	- 13 130	- 11 373	- 14 435	- 13 651
Provisions pour risques et charges	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges - Part à long terme	162	167	2 231	2 202	2 393	2 369
Dettes financières à long terme	22 081	21 955	551	1 673	22 632	23 629
Passifs d'impôt différé (2)	-	-	-	-	-	-
Passif non courant	22 243	22 122	2 782	3 875	25 025	25 998
Dettes fournisseurs d'exploitation	3 335	3 059	42 797	53 782	46 132	56 840
Provisions pour risques et charges - Part à moins d'un an	-	-	795	2 484	795	2 484
Autres dettes	4 998	6 511	28 635	30 707	33 633	37 217
Dettes financières à court terme	-	15	3 192	475	3 192	490
Crédits à court terme et banques	-	46	2 069	2 244	2 069	2 290
Passif courant	8 333	9 630	77 488	89 692	85 821	99 322
Produits constatés d'avance	-	-	-	-	-	-
TOTAL PASSIF	29 271	29 475	67 140	82 194	96 411	111 668

Les investissements ont été respectivement de 455 K€ au 31/12/2007 et de 1 889 K€ au 30/06/2008 (dont 1 579 K€ de location financement pour le site de Pontivy). Ils n'ont concerné que le pôle distribution, la holding n'a eu aucun investissement.

7.2 Chiffre d'affaires et résultat par zone géographique

L'intégralité des activités du groupe est réalisée sur le territoire national.

7.3 Chiffre d'affaires et résultat par secteur d'activité

(En milliers d'euros)	Holding			Pôle Distribution (OED-EDA)			Total		
	30/06/07	31/12/07	30/06/08	30/06/07	31/12/07	30/06/08	30/06/07	31/12/07	30/06/08
CHIFFRE D'AFFAIRES	23	41	17	105 474	211 130	114 069	105 497	211 171	114 085
Autres produits de l'activité	-121	26	15	505	432	198	384	458	213
TOTAL DES PRODUITS DE L'ACTIVITE	-98	67	31	105 979	211 562	114 267	105 881	211 629	114 299
Achats consommés	-	-	-	-78 072	-156 052	-85 038	-78 072	-156 052	-85 038
Achats et charges externes	-479	-1 013	-341	-12 621	-24 480	-13 002	-13 100	-25 493	-13 343
Subventions d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôts et taxes	-175	-163	-8	-1 271	-2 363	-1 173	-1 446	-2 526	-1 181
Charges de personnel	-20	-44	-15	-16 025	-31 832	-15 843	-16 045	-31 876	-15 859
Dotation aux amort et aux prov nette	348	207	-7	-464	-1 721	-2 232	-117	-1 514	-2 239
Autres produits et charges	-49	1 405	-73	-263	-453	3 950	-312	952	3 876
RESULTAT OPERATIONNEL	-474	459	-413	-2 738	-5 339	928	-3 211	-4 880	515
Résultat financier	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coût de l'endettement net	-487	-1 151	-26	-686	-1 573	-835	-1 174	-2 724	-861
Autres produits et charges financières	2	2	-	-9	-33	-15	-7	-31	-15
RESULTAT AVANT IMPOT	-959	-690	-439	-3 433	-6 945	77	-4 392	-7 635	-362
Résultat exceptionnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôt sur les résultats	-300	-433	550	-59	704	595	-359	271	1 145
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de dé-consolidation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	-1 259	-1 123	111	-3 492	-6 241	673	-4 751	-7 364	783
Quote-part des sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-1 259	-1 123	111	-3 492	-6 241	673	-4 751	-7 364	783

8. AUTRES INFORMATIONS

Engagements hors bilan

EN MILLIERS D'EUROS	31/12/07	30/06/08
Engagements financiers donnés	5 452	5 452
Engagements financiers reçus	5 910	5 910
Dettes garanties par des sûretés réelles	0	0
Autres engagements	0	0

Engagements financiers donnés

Engagements concernant les créanciers RJ de Nauder SA, contre garantis par le groupe Chenard & Walcker et Monsieur Selce (Cf § 5.12), à hauteur de 4 176 K€ (pour un engagement à l'origine de 8 040 K€).

Engagements concernant Magnetti Marelli à hauteur de 1 276 K€.

Engagements financiers reçus

Ils concernent principalement des cautions données par le Groupe Chenard & Walcker sur l'ensemble des filiales du Groupe SELCODIS, qui se composent pour l'essentiel des engagements suivants :

- au bénéfice des créanciers de la société Nauder SA dans le cadre de l'exécution du plan de redressement par voie de continuation. L'engagement au 30 juin 2008 se monte à 4 176 K€.

La société a également reçu un engagement de la CEGI (au profit de la société Financière Auterive – garantie sur loyer) pour 1 734 K€.

Au 30 juin 2008, l'analyse du risque hors bilan sur les filiales non consolidées est la suivante :

	31/12/07	30/06/08
Filiales liquidées		
Risque liquidatif sur :		
Nauder SA (R.J. 1999) (1)	4 176	4 176
Nauder SA (R.J. 2003) (2)		
Spécipack SA / Pick & Pack SA (R.J. 2003) (2)		
	4 176	4 176

(1) Pour le RJ 1999 de Nauder, les garanties données restent en vigueur, cependant, il est à noter que les rachats de créances opérés par Selcodis (2 561 K€) et Monsieur Selce (1 480 K€) en 2006 ont réduit le risque résiduel latent maximum estimé ci-dessus. Il s'établit à 4.176 K€, et est couvert par l'engagement reçu de la SC Chenard & Walcker à hauteur de ce même montant au titre du plan de continuation 99 de la société Nauder (pour un montant d'engagement à l'origine de 8 040 K€).

(2) Les risques en comblement de passif sur les sociétés pour les sociétés Pick & Pack, Specipack et Nauder (R.J.2003) sont prescrits.

Le risque résiduel latent est contre garanti par Monsieur Lucien SELCE qui s'est engagé par courrier du 20 octobre 2006 à maintenir ses comptes courants à un niveau suffisant pour couvrir les engagements hors bilan sur son compte courant.

Dettes garanties par des sûretés réelles

Néant

Engagements donnés au titre des contrats de locations simples (K€)

en K€	A moins d'1 an	de 1 à 5 ans	à + de 5 ans	Total
Locations immobilières	2 364	5 783	3 546	11 693
Locations de véhicules	2 661	2 661	0	5 322
Locations de matériel	788	985	0	1 774
Total	5 813	9 430	3 546	18 789

Autres engagements

Le compte courant de Monsieur Lucien Selce fait l'objet d'un nantissement au profit de la Cegi à hauteur de 4000 K€.

9. Informations concernant les parties liées

En conformité avec la norme IAS 24.9 révisée en 2003, il est présenté ci-après les données relatives aux personnes morales contrôlant le Groupe, aux personnes physiques faisant partie des principaux dirigeants, étant rappelé que, compte tenu des déconsolidations intervenues en 2003 et 2004, il n'existe plus de parties liées contrôlées par le Groupe.

1. PERSONNES MORALES	K€
Néant	0
Total	0
<hr/>	
2. PERSONNES PHYSIQUES	
Monsieur Lucien SELCE (Administrateur)	0
Compte courant passif (1) (2)	21 955
Total	21 955

(1) Au 30 juin 2008, le compte courant de Monsieur Selce a été évalué à sa juste valeur.

Les valeurs nettes des créances sur filiales non consolidées (9645 K€), en liquidation ou en cours de liquidation, ont été évaluées à leur juste valeur (nulle) par imputation sur les comptes courants de Monsieur Lucien Selce, traduisant ainsi les engagements de Monsieur Lucien Selce à l'égard de ces actifs (compte courant réservé à hauteur de 10000 K€).

Le tableau suivant retrace ces modalités d'évaluation des comptes courants de Monsieur Selce au 30/06/2008 :

Nature du compte	Valeur avant retraitement	Imputation des créances sur filiales non consolidées (Cf. § 5 .7)	Juste valeur au 30/06/2008
Compte courant	31.600	-9.645	21.955

(2) Monsieur Lucien Selce a réservé ce compte courant à un niveau suffisant pour couvrir les risques résiduels hors bilan (4176 K€) et l'engagement au profit de la Cegi (4000 K€) (cf. § 8).

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITE DU 1^{ER} SEMESTRE 2008

L'activité globale toutes branches confondues se présente comme suit :

<i>En K€</i>	1^{er} semestre 2007	1^{er} semestre 2008	Exercice 2007
Chiffre d'affaires	105 497	114 085	211 171
Résultat opérationnel	-3 211	515	-4 880
Résultat avant impôt	- 4 391	-362	- 7 635
Résultat net des entreprises intégrées	- 4 751	783	- 7 364
Résultat net revenant à l'entreprise consolidante	- 4 751	783	- 7 374

- **Holding**

Sur le premier semestre 2008, la holding n'a généré aucune activité directe. Les charges sont principalement dues à l'occupation des locaux d'Auterive et à des honoraires.

- **Pôle distribution**

En 2008, la société EDA a bénéficié d'une dynamique de croissance sur l'ensemble de ces marchés, et plus particulièrement sur ceux de la « Distribution Automatique » et des « Pétroliers ».

EDA maintient sa position de leader sur le marché « Pétroliers » au travers du renouvellement sur 2007 de 2 contrats importants et de l'obtention de 3 nouveaux contrats sur le 1^{er} semestre 2008.

L'amélioration importante du résultat opérationnel trouve son explication dans l'analyse de l'évolution suivante :

(en milliers d'€ ou %)	réalisé 30/06/2007	réalisé 30/06/2008	évolution		Analyse & Commentaires
			K€	%	
PRODUITS DE L'ACTIVITE	105 979	114 267	8 288	8%	Croissance des segments "Pétroliers"(14%) & "DA"(61%) Stabilisation des segments "Traditionnel"(2%) & "GMS" (1%).
Achats Consommés	- 78 072	- 85 038	- 6 966	9%	Effet des hausses de prix matière fin 2007 et mise en œuvre dès avril des accords d'achats avec une grande centrale nationale. Tarifs corrigés et consommation des stocks à prix élevés pendant le 1er semestre 08.
Contribution en K€ en %/CA	27 907 26,3%	29 229 25,6%	1 322	5%	Compression de l'effet volume par la hausse des prix.
Charges	- 29 917	- 30 018	- 101	0%	L'économie de charges de personnel (182K€) a été gommée par la hausse de certaines charges (énergie, loyers).
Dotation aux provisions	-464	-2 232	-1 768	NS	provenant essentiellement du PSE (1607K€) et de variations de provisions sur litiges et indemnités.
Autres Produits & Charges	-263	3 950	4 213	NS	Le poste significatif concerne les plus values provenant des cessions immobilières (4704K€), amputée par la comptabilisation de créances irrécouvrables (300K€) et d'autres charges exceptionnelles.
Résultat Opérationnel	-2 738	928	3 666	NS	

PERSPECTIVES ATTENDUES POUR LE SECOND SEMESTRE 2008

L'érosion du chiffre d'affaires vécue par la société depuis trois ans a plusieurs causes, externes et internes. L'évolution des modes de consommation, la réduction des linéaires en stations service et la réduction du nombre d'implantations nationales en sont les principales. Une segmentation de notre force de vente par marché a été mise en place dans le courant de l'année 2007 pour mieux répondre aux attentes spécifiques de chacune de nos catégories de clients. Cette stratégie nous a permis de reconquérir des parts de marché. Concomitamment à l'action commerciale, un nouveau plan d'optimisation des coûts (avec une réorganisation des fonctions administratives en 3 grandes régions) et des achats (avec un accord de partenariat avec une centrale d'achat d'un grand groupe de distribution alimentaire), a été élaboré avec de nouveaux objectifs de baisse de charges et d'augmentation de marge nette dont les effets sont déjà visibles et doivent s'accélérer sur les prochains mois.

En terme de ressources :

Le chiffre d'affaires budgété en 2008 était programmé en quasi stabilité par rapport à 2007. Le chiffre d'affaires du premier semestre 2008 en progression de près de 8 %, permet de corriger cette donnée pour la placer en croissance entre 5% et 8% pour l'année. Cette amélioration est la

conséquence des actions déployées dans chaque segment de marché avec des résultats différents d'un segment à l'autre.

Le segment « Pétrolier » présente une croissance de +13,7% à fin Juin, traduisant une reconquête de part de marchés et l'obtention de 3 nouveaux contrats sur le 1^{er} semestre 2008.

Le segment « Traditionnel », en déclin depuis plusieurs années, amorce une légère inversion de tendance, mais qui reste à confirmer. Il présente une amélioration de 2,2% à fin Juin. L'opération consistant à affecter une force de vente dédiée, est terminée et les effets négatifs entraînés par la perturbation amenée par ce redéploiement s'atténuent. Il reste à finaliser une tarification nationale et une animation opérationnelle « marketing » spécifique à ce segment.

Le segment « GMS » présente, quant à lui, un quasi maintien (+1% à fin Juin). La mise en place d'une politique tarifaire au niveau national et le respect des nouvelles réglementations en terme contractuel ont ralenti le développement de ce marché. Ce segment demeure cependant porteur.

Le segment « Distribution Automatique » est le segment qui continue de nous apporter le plus de satisfaction avec une croissance à fin Juin de +61%. Elle est le résultat du ciblage prioritaire de nos actions commerciales sur ce segment dès 2006.

Le niveau de marge reste à améliorer de 1 point minimum. Les nouveaux accords de partenariat en terme d'achat avec un grand groupe de distribution alimentaire doivent nous permettre dans les prochains mois d'atteindre l'objectif fixé.

En terme de Charges :

La réorganisation de l'entreprise, lancée sur le premier semestre 2008 et opérationnelle sur le second, doit permettre une réduction de ses charges de personnel et coûts associés d'environ 2 M€ dès 2009.

En terme d'organisation :

L'activité en 2008 se concentre sur le sous-groupe EDA. L'exercice 2008 sera pour le sous-groupe EDA une troisième année de transition par la mise en œuvre d'actions de sécurisation des marchés et de diversifications basées sur :

- la rationalisation du circuit traditionnel
- la poursuite du développement de la distribution automatique
- l'élargissement de l'offre logistique vers la GMS
- la mise en veille active des circuits potentiels, en particulier celle de la restauration chaînée

Cette consolidation des circuits de distribution sera suivie à terme d'une amélioration d'une offre produit vers :

- une offre complémentaire hors fournisseurs nationaux
- le développement des marques propres
- des partenariats d'exclusivité avec des fournisseurs ou des centrales d'achats
- une mise en veille active de l'évolution de la distribution des produits frais

Le retour à l'équilibre pour la société est prévu en 2009.

En terme financier :

Le plan d'actions défini et mis en œuvre au cours du premier semestre 2008, et notamment le plan de restructuration annoncé en avril 2008 en vue d'assurer l'amélioration des performances économiques de la société sans atteindre à ses perspectives de croissance, devrait produire ses effets au cours du deuxième semestre 2008. Le décalage attendu entre la mise en œuvre de ces mesures et leur effet sur le résultat et la génération de trésorerie se traduira par un besoin de financement complémentaire dont la couverture devra être assurée par de nouveaux apports financiers pour un montant estimé de 3 M€.

FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE**Refinancement partiel de l'immobilier :**

La SCI La Chenaie a signé en juillet 2008 une promesse de vente pour son bâtiment, situé à Lunel, pour un montant de 0,7 million d'euros. Ce bâtiment sera conservé en location par EDA Sa.

RESULTATS SOCIAUX DE LA HOLDING

La nature de l'activité de la société reste identique à celle des exercices précédents :

- Direction Générale du Groupe.
- Coordination Administrative et Financière des Sociétés du Groupe.
- Locations immobilières.

A ce titre, notre société a réalisé, au cours du premier semestre de l'exercice, un chiffre d'affaires de 17 K€.

Le résultat net du premier semestre se traduit par une perte de 398 K€.

Attestation du responsable du rapport semestriel

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 35 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Fait à Paris, le 26 août 2008

Bernard Perez
Président du Directoire

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information semestrielle financière 2008**Comptes semestriels consolidés
Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008**

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société SELCODIS, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- Le paragraphe 1.1 « Perspectives économiques et financière » exposant d'une part le plan d'action mis en œuvre au cours du premier semestre 2008 en vue d'assurer l'amélioration des performances économiques de la société et, d'autre part, la couverture du besoin de financement complémentaire devant être assurée par de nouveaux apports financiers.

- Le paragraphe 5.1 « Ecart d'acquisition » exposant notamment les conditions de réalisation des tests de valeur déterminés à partir des flux futurs de trésorerie calculés sur la base des prévisions établies par la Direction, ainsi que les raisons qui ont conduit à différer l'actualisation du business plan qui interviendra avant le 31.12.2008.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations, données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris et Courbevoie, le 5 septembre 2008

Les commissaires aux comptes

Cabinet VIZZAVONA – Patrice Vizzavona

Cabinet MAZARS & GUERARD – Odile Coulaud